

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE-SEINE

Société Coopérative à capital variable capital au 31.12.2024 : 92.351.163,50 €.

Etablissement de crédit.

Société de courtage d'assurances.

Titulaire de la carte professionnelle Transaction, Gestion immobilière et

syndic sous numéro CPI 7606 2020 000 045 179

Siège Social : Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque, 76230 Bois-Guillaume.

433 786 738 R.C.S. Rouen.

Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 025 320

AVIS DE CONVOCATION

Les sociétaires sont convoqués à l'Assemblée Générale Mixte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine, le **Jeudi 27 mars 2025 à 14 heures, au Kindarena, 40 rue Lillebonne à Rouen (76000).**

Modalités de vote :

Les sociétaires sont conviés à partir de 13h, afin de procéder aux formalités préliminaires de signature de la feuille de présence par un émargement électronique et de remise d'un boîtier de vote leur permettant de s'exprimer sur les résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Partie Ordinaire :

- Approbation sur présentation du rapport de gestion, des comptes individuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et quitus aux administrateurs et au Directeur Général,
- Approbation sur présentation du rapport de gestion, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Approbation des comptes globalisés de la Caisse Régionale et des Caisses Locales affiliées de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts,
- Fixation de la rémunération des parts sociales et des dividendes aux Certificats Coopératifs d'Investissement et aux Certificats Coopératifs d'Associés,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Constat d'évolution du capital social et approbation de remboursement et souscription de parts,
- Programme de rachat des Certificats Coopératifs d'Investissement de la Caisse Régionale et autorisation à donner au Conseil d'Administration,
- Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce,
- Fixation de l'enveloppe globale des indemnités aux administrateurs pour l'exercice 2025,
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2024 aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse Régionale ou du Groupe, visées à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier,
- Rapport de révision coopérative,
- Renouvellement d'administrateurs,
- Nomination d'administrateur,
- Renouvellement et nomination de commissaires aux comptes pour certifier les comptes de la Société,
- Nomination d'auditeur pour certifier les informations en matière de durabilité de la Société,
- Pouvoirs pour accomplir les formalités.

Partie Extraordinaire :

- Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de CCI,
- Modification de l'article 16 des statuts pour prévoir la possibilité de nommer des censeurs,
- Pouvoirs pour accomplir les formalités.

A compter du quinzième jour précédant la réunion de l'assemblée générale, chaque sociétaire pourra obtenir communication sur place, au siège social de la Caisse Régionale, des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes incluant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ainsi que les projets de résolutions.

Ces documents seront également mis à votre disposition, pour consultation, sur le site internet de la Caisse Régionale dans la rubrique « Informations réglementées » (www.ca-normandie-seine.fr).

Pourront participer à l'assemblée générale les sociétaires détenant des parts sociales de la Caisse Régionale, à la date de convocation et de tenue de l'assemblée.

Si un sociétaire ne peut assister à la réunion, il a la possibilité de remplir la formule de pouvoir disponible sur le site internet de la Caisse Régionale, de le signer en faisant précéder sa signature de la mention « Bon pour

pouvoir » et de l'adresser à M. le Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine, Chemin de la Bretèque, CS 70800, 76238 Bois-Guillaume Cedex ou à l'adresse électronique suivante : assemblee.generale.cr@ca-normandie-seine.fr au plus tard le mercredi 26 mars 2025 à 15 heures (heure de Paris) ou de s'adresser à ces mêmes adresses pour obtenir un formulaire de vote par correspondance et le retourner dûment complété et signé au plus tard le lundi 24 mars 2025.

PROJET DE RESOLUTIONS

PARTIE ORDINAIRE

1^{ère} Résolution (*Approbation des comptes individuels*). — La lettre d'approbation de Crédit Agricole SA ne faisant pas d'objection à la présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024, ni au projet de répartition des excédents et recettes de la Caisse régionale, et après avoir pris connaissance du rapport de gestion incluant le rapport de durabilité, le rapport sur le gouvernement d'entreprise, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et le rapport du comité de mission, l'Assemblée générale ordinaire approuve les rapports précisés ainsi que les comptes qui viennent de lui être soumis.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Assemblée générale ordinaire donne quitus aux administrateurs et au Directeur général de la Caisse régionale pour leur gestion concernant l'exercice 2024.

2^{ème} Résolution (*Approbation des comptes consolidés*). — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de l'exercice arrêté au 31 décembre 2024.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

3^{ème} Résolution (*Approbation des comptes globalisés*). — L'Assemblée générale ordinaire approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

4^{ème} Résolution (*Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur le rapport du Conseil d'administration statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à 94.722,01 € correspondant aux dépenses et aux charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code, ainsi que le montant s'élevant à 24.466,69 €, de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses, au titre de l'exercice 2024.

5^{ème} Résolution (*Fixation de la rémunération des parts sociales et dividendes aux Certificats Coopératifs d'Investissement et Certificats Coopératifs d'Associés*). — L'Assemblée générale ordinaire fixe le taux de rémunération des parts sociales pour l'exercice 2024 à 4,80%. L'application de ce taux conduit à une rémunération de 0,73 euro par part sociale, soit un montant total de revenus distribués de 2 553 393,14 euros.

En outre, l'Assemblée générale ordinaire fixe à 4 950 629,58 euros la rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), au titre de l'exercice 2024, à raison de 3,27 euros par CCA.

De même, l'Assemblée générale ordinaire fixe à 3 445 330,86 euros la rémunération des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), au titre de l'exercice 2024 à raison de 3,27 euros par CCI.

Soit un montant total de revenus distribués de 10 949 353,58 euros.

Ces distributions sont éligibles à l'abattement prévu par l'article 158.3.2 du Code Général des Impôts, abattement auquel les sociétaires peuvent prétendre en fonction de leur statut fiscal.

6^{ème} Résolution (*Affectation du résultat*). — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Résultat net de l'exercice :	66.080.813,72 €
Report à nouveau créditeur :	17.603,95 €
Soit un résultat à affecter de :	66.098.417,67 €
Affectations :	
A - Distribution d'intérêts :	
- aux parts sociales à hauteur de	2.553.393,14 €
- aux certificats coopératifs d'investissement (CCI)	3.445.330,86 €
- aux certificats coopératifs d'associés (CCA)	4.950.629,58 €
B - Réserve légale	41.361.798,07 €
C - Fonds actions locales	661.000,00 €
D - Réserves facultatives	13.126.266,02 €
Soit un résultat affecté de :	66.098.417,67 €

Les intérêts des parts sociales et les dividendes des CCI/CCA seront versés le 15 mai 2025.

Les dividendes alloués aux CCI détenus en propre seront reportés en report à nouveau au cours de l'exercice 2025.

En application de l'article 158 du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale précise la ventilation des revenus distribués :

Montants à distribuer au titre de l'exercice 2024	En €
Eligibles à l'abattement de 40% (2° du 3 de l'article 158 du CGI)	
- Intérêts aux parts sociales	2.553.393,14
- Intérêts aux certificats coopératifs d'investissement	3.445.330,86
- Intérêts aux certificats coopératifs d'associés	4.950.629,58
Non éligibles à l'abattement de 40 % (3° du 3 de l'article 158 du CGI)	Néant

Par ailleurs, en application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale prend acte du montant des revenus distribués au titre des trois derniers exercices :

Montants distribués au titre des trois exercices précédents (en €)	2021	2022	2023
Eligibles à l'abattement (2° du 3 de l'article 158 du CGI)			
- Intérêts aux parts sociales	1.170.305,19	1.462.881,49	2.021.435,08
- Intérêts aux certificats coopératifs d'investissement	4.277.689,08	4.319.833,80	3.908.922,78
- Intérêts aux certificats coopératifs d'associés	6.146.653,24	6.207.211,40	5.616.769,34
Non éligibles à l'abattement (3° du 3 de l'article 158 du CGI)	Néant	Néant	Néant

7^{ème} Résolution (*Constat d'évolution du capital social et approbation de remboursement et souscription de parts*). — L'Assemblée générale ordinaire, en application de l'article 30 des statuts, constate la variation du capital social qui est passé de 92.351.133,00 € au 31 décembre 2023 à 92.351.163,50 € au 31 décembre 2024, composé de 6.055.814 titres d'une valeur nominale de 15,25 euros, soit :

- 3.488.242 parts sociales,
- 1.053.618 certificats coopératifs d'investissement,
- 1.513.954 certificats coopératifs d'associés.

L'Assemblée générale approuve, sur proposition du Conseil d'administration, le remboursement des parts sociales aux administrateurs sortants ainsi que la souscription de parts sociales par des sociétaires existants opérés au cours de l'exercice. L'Assemblée générale ordinaire délègue tous pouvoirs au Président, avec faculté de subdéléguer, pour procéder aux remboursements, accepter et réaliser les nouvelles souscriptions.

8^{ème} Résolution (*Programme de rachat des Certificats Coopératifs d'Investissement de la Caisse régionale et autorisation à donner au Conseil d'Administration*). — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI)

de la Caisse régionale conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée générale mixte du 28 mars 2024, est donnée au Conseil d'administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse régionale qui seront réalisés par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse régionale à détenir plus de dix pour cent (10%) du nombre de CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 105 362 CCI, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10 % du nombre de CCI composant le capital de la Caisse régionale. Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI dans le cadre de la présente résolution au cours de cette période ne pourra excéder 26 340 450 euros. L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 250 euros par CCI.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- 1) de la mise en œuvre de plan d'options d'achat de CCI de la Caisse régionale au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce ;
- 2) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- 3) de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve dans ce dernier cas de l'adoption de la 23^{ème} résolution.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

9^{ème} Résolution (Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce). — En application de l'article L. 511-39 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225 -

38 du Code de Commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions et engagements qui y sont énoncées.

10^{ème} Résolution (*Enveloppe globale des indemnités aux administrateurs au titre de l'exercice 2025*). — L'Assemblée générale ordinaire après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 400 000 euros la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Caisse régionale pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

11^{ème} Résolution (*Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2024 aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque*). — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code Monétaire et Financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code Monétaire et Financier, laquelle s'élève à 2 139 519,52 €.

12^{ème} Résolution (*Rapport de révision coopérative*). — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu le Président, présentant le rapport de révision coopérative réalisé par Madame Emmanuelle ROUXEL (ACTHEOS) en exécution de sa mission portant sur l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 de la Caisse régionale, prend acte du contenu de ce rapport.

13^{ème} Résolution (*Renouvellement du mandat d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Régis CAVILLON vient à expiration lors de la présente Assemblée et décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

14^{ème} Résolution (*Renouvellement du mandat d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le mandat d'administrateur de Madame Aurélie CLUZEL vient à expiration lors de la présente Assemblée et décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

15^{ème} Résolution (*Renouvellement du mandat d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Fabrice HASPOT vient à expiration lors de la présente Assemblée et décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

16^{ème} Résolution (*Renouvellement du mandat d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Gilles LANCELIN vient à expiration lors de la présente Assemblée et décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

17^{ème} Résolution (*Renouvellement du mandat d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Pascal LHEUREUX vient à expiration lors de la présente Assemblée et décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

18^{ème} Résolution (*Nomination d'un administrateur*). — L'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, nomme Madame Eve BRAUN, née le 1/12/1971, en qualité d'administrateur pour une durée de quatre années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

19^{ème} Résolution (*Renouvellement de la société PricewaterHouseCoopers Audit pour certifier les comptes*). — L'Assemblée générale ordinaire constate que le mandat de la société PricewaterHouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes titulaire certifiant les comptes vient à expiration lors de la présente Assemblée.

L'Assemblée renouvelle en qualité de Commissaire aux comptes titulaire certifiant les comptes, la société PricewaterHouseCoopers Audit, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 672 006 483, dont le siège social est situé à 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine, pour une durée

de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Conformément à la réglementation en vigueur, le commissaire aux comptes titulaire étant une personne morale, la décision a été prise de ne pas nommer un commissaire aux comptes suppléant.

20^{ème} Résolution (*Nomination de la société Ernst & Young et Autres pour certifier les comptes en remplacement de la société KPMG*). — L'Assemblée générale ordinaire constate que le mandat de la société KPMG, Commissaire aux comptes titulaire certifiant les comptes vient à expiration lors de la présente Assemblée.

L'Assemblée générale nomme en qualité de Commissaire aux comptes titulaire certifiant les comptes, la société *Ernst & Young et Autres*, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 438 476 913, dont le siège social est situé à 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie – Paris La Défense, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Conformément à la réglementation en vigueur, le commissaire aux comptes titulaire étant une personne morale, la décision a été prise de ne pas nommer un commissaire aux comptes suppléant.

21^{ème} Résolution (*Nomination de la société Ernst & Young et Autres pour certifier les informations en matière de durabilité*). — L'Assemblée générale ordinaire constate que les mandats de la société KPMG et la société PricewaterHouseCoopers Audit, Commissaires aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, viennent à expiration lors de la présente Assemblée.

L'Assemblée nomme, en qualité de Commissaire aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, la société *Ernst & Young et Autres*, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 438 476 913, dont le siège social est situé à 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie – Paris La Défense, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

22^{ème} Résolution (*Pouvoirs*). — L'Assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt et de publicité ou autre qu'il y aura lieu, et relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

23^{ème} Résolution (*Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de CCI*). — L'Assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de Commerce :

1. à annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des CCI acquis par la Caisse régionale en vertu de l'autorisation de rachat par la Caisse régionale de ses propres CCI faisant l'objet de la 8^{ème} résolution ou d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10% du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée ;
2. à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée générale mixte du 28 mars 2024 en la privant d'effet à partir de ce jour, est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les certificats coopératifs d'investissement, de rendre définitives la (ou les) réductions (s) de capital, d'en constater la réalisation, et, généralement, de faire le nécessaire.

24^{ème} Résolution (*Modification de l'article 16 des statuts pour prévoir la possibilité de nommer des censeurs*). — L'Assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 16 des statuts désigné « Fonctionnement – Bureau – Comités », en ajoutant la possibilité de nommer des censeurs au sein du Conseil d'administration, en adoptant la rédaction suivante :

« Article 16 – Fonctionnement – Bureau – Comités

1. Le Conseil élit chaque année son Président et constitue son bureau lequel travaille par délégation et sous le contrôle du Conseil. La mission principale du bureau est de préparer le Conseil d'administration, d'examiner les questions d'actualité ainsi que les questions urgentes et délicates. Le Conseil peut aussi lui confier des missions spécifiques.

2. Le Conseil fixe la composition des Comités des prêts chargés d'examiner les demandes de prêts et dont les décisions sont consignées sur un registre spécial. Ces Comités de trois membres au moins, dont deux administrateurs spécialement délégués à cet effet, comprennent le Directeur Général ou son suppléant, à l'exclusion de toute autre personne non sociétaire. Ils agissent par délégation du Conseil d'administration.
3. Le Conseil d'administration peut décider de la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.
4. **Sur proposition du Président du Conseil, le Conseil d'administration peut désigner jusqu'à 2 censeurs pour participer aux travaux du Conseil. Ils sont désignés pour 2 ans renouvelables 1 fois au plus. Le Conseil peut mettre fin à leurs fonctions, à tout moment. »**

25^{ème} Résolution (Pouvoirs). — L'Assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt et de publicité ou autre qu'il y aura lieu, et relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent.